

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 19 AVRIL 1979 - N° 898

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

**Iran :
divergences
dans le courant
religieux**

Lire en page 8

**Menaces
sur le droit
d'affichage**

Lire en page 4

**Hausse
probable
de l'essence
avant le 1^{er} mai**

Encore une augmentation
en perspective !

Sous le prétexte habituel de suivre la hausse du prix du pétrole et d'inciter les automobilistes à consommer moins, le gouvernement mijote une nouvelle augmentation des tarifs des produits pétroliers ; elle pourrait intervenir dès avant le 1^{er} mai : plus de 10 centimes sur l'essence et le super (qui passerait donc à 2,85 F), plus 4 centimes pour le fuel domestique...

**Dans Le
Quotidien
du Peuple
du samedi
21 avril**

**Contraires
au sein du peuple :**

Peut-on changer
le PCF ?

Dossier :

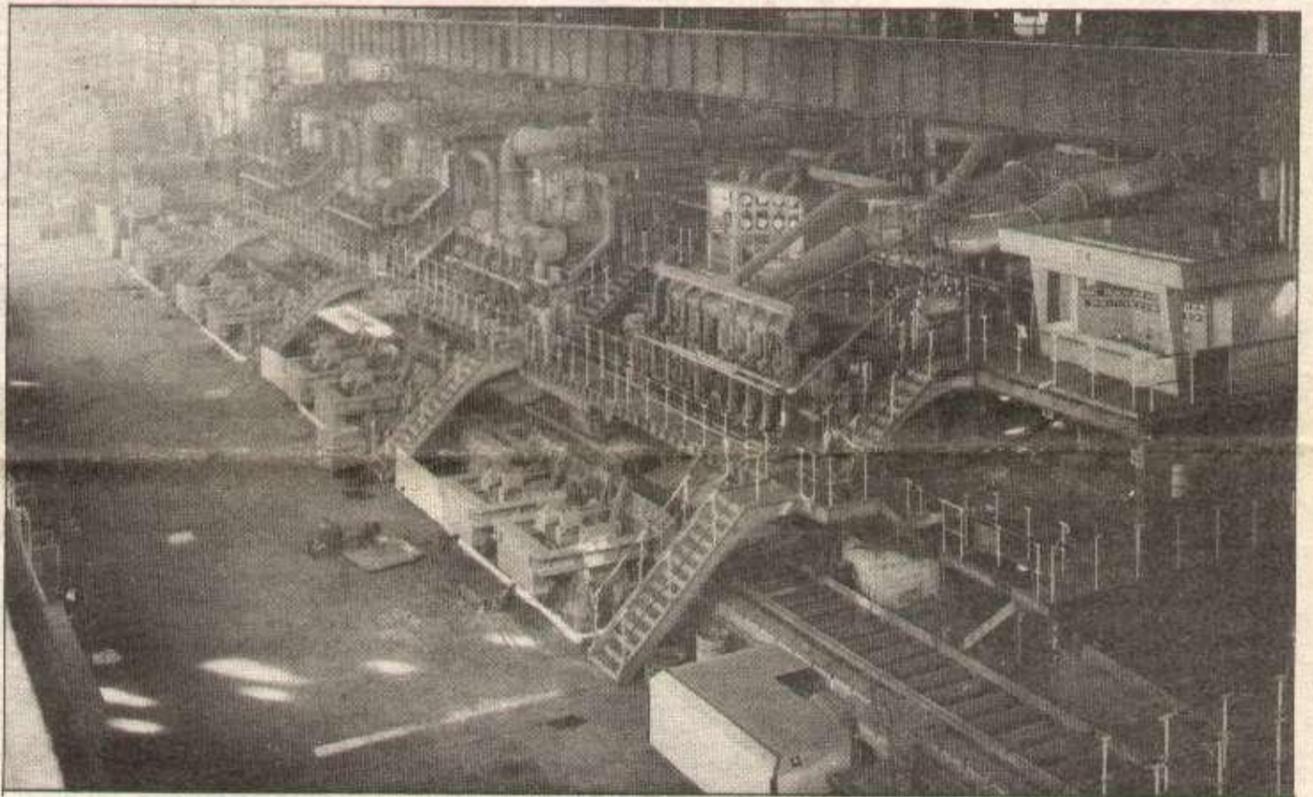
Dans la fédération Nord
du PCF...

La crise dans le PCF,
c'est aussi la crise
dans ses rangs ouvriers

« JOURNÉE SANS ACIER »

- Arrêt de la production à Denain
- Débrayages tournants à Longwy et Pompey
- La grève se poursuit à Dunkerque et à Fos-sur-Mer

Lire en page 3



Les phalangistes libanais veulent proclamer
«l'indépendance» des enclaves qu'ils contrôlent au Sud-Liban

ISRAEL APPUIE PAR SES BOMBARDEMENTS UNE PARTITION DU LIBAN

Lire en page 8



Dans la CGT alimentation, chez les enseignants du technique LA POLITIQUE DU PCF EN ACCUSATION

34^e CONGRES DE LA FEDERATION CGT DE L'ALIMENTATION : LA FIN DE L'UNANIMISME

Le 11 avril 1979 se terminait à Vichy (Allier) le 34^e congrès de la Fédération Nationale des Travailleurs des Industries de l'Alimentation (FNTIA) CGT. Contrairement à la pratique passée dans la CGT qui voyait les orientations générales et toutes les décisions entérinées par un congrès unanime, celui-ci a vu l'existence de la part de nombreux syndicats d'une volonté d'affirmer un point de vue critique et de faire passer dans la réalité les affirmations sur la démocratie syndicale et l'indépendance à l'égard des partis de gauche, du 40^e congrès confédéral.

Représentant 49 890 syndiqués dans une corporation regroupant plus de 500 000 salariés, cette fédération est une des plus faibles de la CGT. 372 délégués réunis dans la salle des banquets de l'hôtel Majestic à Vichy auront débattu, avec près de 300 interventions, des thèmes du 40^e congrès confédéral et des problèmes spécifiques à leur corporation durant quatre jours. Riche de réflexions, d'interrogations, et même de critiques, ce congrès aura marqué une différence avec beaucoup de congrès et de réunions statutaires précédentes. Pratiquement aucun des thèmes de discussion proposés dans le discours-fléuve de plus de 2 heures que prononcera en ouverture le secrétaire adjoint de la fédé, Freddy Huck, ne restera sans écho.

PRENDRE EN MAIN LA DEMOCRATIE SYNDICALE

Des nombreuses interventions sur ce thème,

nous retiendrons quelques appréciations significatives de l'ensemble. Mettant plusieurs fois en rapport la désyndicalisation et les querelles de la gauche, le manque de prise en compte des idées nouvelles et la dépendance trop importante à l'égard du PCF (sans toutefois le nommer), une partie importante des intervenants sur ce sujet ont affirmé la nécessité de faire passer la démocratie syndicale dans la vie. Cette affirmation trouvant d'ailleurs son expression au sein même du congrès par les positions critiques présentes dans la majorité des votes.

DES VOTES PEU UNANIMES : UNE OPPOSITION NAISSANTE ?

Seuls les votes sur un appel aux travailleurs à la lutte contre la politique patronale et gouvernementale et une motion contre la répression antisyndicale en Tunisie seront adoptés à l'unanimité. Tous les au-



tres votes verront se dessiner une opposition réelle, à des degrés divers. Que ce soit sur le rapport d'activité et d'orientation (10 % d'abstentions et contre), le rapport financier (8 % d'abstentions et contre), l'élection de la Commission exécutive fédérale (traditionnellement adoptée à l'unanimité) qui verra comme les autres des défections (5 % d'abstentions). De même pour la modification des statuts (une dizaine de syndicats contre).

TRAVAILLEURS EN LUTTE ET COORDINATION

La classe ouvrière en

lutte aura été présente tout le long du congrès par les interventions (la plupart chaleureusement applaudies) des délégués de boîtes en lutte au moment du congrès. Des travailleuses de Saupiquet, Pêcheurs de France, de Sopromer en lutte depuis deux ans contre la liquidation de leur entreprise, aux travailleurs de Vitte en grèves tournantes depuis plusieurs semaines en passant par les travailleurs de Lorraine qui, après avoir salué le congrès en alsacien, montreront les conséquences sur l'emploi des restructurations dans leur région déjà durement touchée par la crise de la sidérurgie, tous di-

ront fermement leur volonté de rassembler les luttes éparpillées au sein d'une action généralisée à toute l'alimentation. Beaucoup de syndicats profiteront d'ailleurs du congrès pour prendre contact avec d'autres boîtes d'un même groupe et organiseront même des réunions pendant les interruptions de séance afin de mieux coordonner leurs actions et activités (notamment : Boulangerie-pâtisserie, Industrie du sucre, BSN Gervais-Danone, Boulangerie industrielle, etc.).

UNE DIRECTION PCF MAL A L'AISE

Même si le résultat final

a été l'entérinement des décisions de la direction sortante et sa réélection, on ne peut pas dire que les dirigeants fédéraux auront vu se dérouler un congrès de pure formalité. Témoin s'il en fut, la nécessité éprouvée par le nouveau secrétaire général (Freddy Huck remplaçant Julien Livy qui part à la retraite) de répondre aux interventions jugées trop critiques : sur les rapports frisant la collaboration de classe de la CGT avec le groupe Pernod-Ricard (suivant le point de vue d'un délégué de cette entreprise), sur la proposition d'une cotisation unique confédérale faisant suite à l'affirmation du coût trop élevé de la part des structures sur les timbres, sur le rapport querelles de la gauche et démocratie syndicale, etc.

De même, la volonté de ne pas se faire déborder aura été une dominante de l'intervention du représentant confédéral, M. Warholack, indiquant que les coordinations de groupes ne doivent pas dépasser un certain niveau et mettant en avant le nécessaire contrôle des structures sur celles-ci.

On aura pu constater aussi le glissement des propositions d'actions venues de nombreux délégués jusqu'à la proposition de la direction fédérale d'une semaine d'action (de type traditionnel).

Le Bureau national du SNETP-CGT (Syndicat des Enseignants du Technique) vient de prendre une position incendiaire, après la publication par le PCF du document intitulé *Le parti communiste et le mouvement syndical* où le PCF affirmait que ses membres devaient militer à la FEN. Voici l'essentiel de la déclaration du BN du SNETP-CGT :

« Sans prendre position sur l'ensemble de ce document, le BN du SNETP-CGT tient à souligner que, si dans leur grande masse, les personnels de l'éducation se sont retrouvés à la fédération de l'Education nationale au lendemain de la scission, il n'en est pas moins vrai que d'autres organisations de masse, certaines œuvrant sur une base de classe pour l'unité des travailleurs de ce secteur dans l'action, existent et se développent. Le fait de passer sous silence l'existence de ces organisations qui pour certaines, comme le SNETP dans les LEP, regroupent 40 % des personnels, d'encourager les membres du parti communiste à adhérer et à militer au sein de la FEN,

ne peut être considéré que comme une discrimination et une ingérence intolérable dans les affaires intérieures de ces syndicats. Cette ingérence est d'autant moins réfutable qu'en ce qui concerne les autres secteurs d'activité économique, tout en reconnaissant la valeur de classe de la CGT par rapport aux autres organisations syndicales, aucune position ni encouragement — à juste titre — n'est formulé auprès des adhérents du PCF... »

Déjà, lors du 40^e congrès confédéral de la CGT, de très nombreuses interventions de délégués avaient condamné violemment l'interdiction faite aux enseignants, hormis

LE SNETP - CGT CONTRE L'«INGERENCE» DU PCF DANS LES AFFAIRES INTERIEURES DU SYNDICAT

ceux du technique, de se syndiquer à la CGT. Ainsi, Gérard Montan, responsable du SNETP, avait déclaré : « Certains camarades considèrent totalement illogique, contraire à l'esprit de la CGT, partout et pour tous, contraire à nos statuts et même à certain passage de notre projet de document d'orientation que la CGT n'accepte pas de donner une carte CGT aux enseignants qui en font la demande... » A tel point qu'il avait pu sembler un moment, lors du 40^e congrès, que les choses n'en resteraient pas là. La réponse confédérale avait été brutale, on avait brandi le spectre de la scission de la FEN, dont la CGT ne voulait pas prendre l'initiative.

Aujourd'hui, avec cette déclaration, la lutte se poursuit. Pourtant, la direction du SNETP est étroitement verrouillée par le PCF... Que se passe-t-il donc ? Plusieurs éléments concourent à cette situation. D'une part, de nombreux enseignants, qui seraient allés à la CGT s'ils en avaient eu la possibilité, se tournent vers le SGEN-CFDT. Mais ce n'est pas tout. Les choses se jouent surtout entre ceux qui, dans le PCF, estiment pouvoir un jour prendre la direction du SNETP de l'intérieur, en renforçant la tendance « unité et action », et qui n'hésitent pas, pour cela, à tenter de déboucher des membres du SNETP-CGT... et le SNETP lui-même, bien que

les premiers aient du mal à déboucher, c'est bien une question de vie ou de mort pour le SNETP...

Cela dit, ces différentes prises de position sont intéressantes, d'une part parce qu'il est effectivement aberrant que les enseignants n'aient pas le choix de leur syndicat, et cela avec l'aval de la confédération CGT et du PCF,

et d'autre part, parce qu'elles montrent clairement le peu de cas que fait le PCF de tous les principes, quand il espère emporter la direction d'un syndicat (entre autres, participation aux tendances...).

Monique CHERAN

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

JOURNÉE SANS ACIER

- Arrêt de la production à Denain
- Débrayages tournants à Longwy et Pompey
- Poursuite de la lutte à Dunkerque et Fos-sur-Mer

C'est ce mercredi que devait commencer la série d'arrêts de travail dans le cadre des «jours sans acier» décidés par les syndicats de la métallurgie : arrêt de la production toute la journée à Denain, débrayages tournants à Longwy et à l'aciérie de Pompey.

Par ailleurs, tandis qu'un mouvement de reprise du travail se dessine à Usinor-Mardyck, la lutte continue à Usinor-Dunkerque et à la Solmer de Fos.

Mardi, le piquet de grève a été levé à Usinor-Mardyck et une centaine de travailleurs ont repris le travail. Même si la reprise s'accroît, il est à prévoir un arrêt prochain de la production dans cette usine, dans la mesure où elle dépend étroitement de la production à Usinor-Dunkerque. Là, en effet, la lutte se poursuit. Mardi, un meeting a rassemblé devant l'usine environ mille

sidérurgistes. Pour la première fois les hauts fourneaux en grève y ont participé. Ils ont décidé de continuer leur grève pour les 300 francs d'augmentation pour tous, la cinquième équipe et contre le lock-out. Même décision en ce qui concerne le parc à brames du train à bandes (laminoirs). Afin de toucher plus largement les travailleurs lock-outés, des réunions d'informations

sont prévues dans le Dunkerquois ; tâche difficile quand on sait que les travailleurs d'Usinor-Dunkerque sont dispersés sur 227 communes. D'autre part une journée d'action interprofessionnelle à Dunkerque est décidée pour ce jeudi 19 avril.

Au cours du meeting, les responsables de la CGT ont proposé de monter à Paris pour exiger d'Etchegaray, patron d'Usinor, l'ouverture des négociations. Cette proposition n'a pas soulevé un grand enthousiasme. Il y aura sans doute peu de cars vendredi pour aller à Paris. A l'issue du meeting, d'ou

peu d'actions concrètes semblaient se dégager, plusieurs sidérurgistes ont voulu marquer immédiatement leur détermination : ils sont allés vider sur la voie les wagons de minerai d'Usinor, qui alimente les hauts fourneaux de Denain et de Dunkerque.

Quant aux sidérurgistes de Fos ils continuent de s'opposer activement aux tentatives de la direction de la Solmer qui veut faire placer les charges d'arrêt des hauts fourneaux. Mardi après-midi, un huisier est venu notifier le jugement d'évacuation de la salle de contrôle des hauts fourneaux : il a été accueilli par les trois cents sidérurgistes qui continuent d'occuper la salle.

Meeting de soutien aux résidents des foyers SONACOTRA, ADEF, AFRP en grève depuis 4 ans

— Contre les mesures racistes de Stoléro.
— Pour l'unité des travailleurs Français-Emigrés.
SAMEDI 21 AVRIL 14 h 30 MAISON OUVERTE
1, rue Hoche Montreuil,
garderie d'enfants assurée

Communiqué du Comité de soutien du foyer Lanoue de Montreuil

● Contre les cadences

Les 26 ouvriers de l'atelier de super finition de l'entreprise métallurgique Bosch à Saint-Ouen sont en grève depuis trois semaines. Aors qu'ils travaillent au rendement, la direction veut imposer le travail sur deux machines au lieu d'une seule. La direction a lock-outé les 215 ouvriers qui ont tous reçu des lettres personnelles.

Pour briser la grève, des offres d'embauche ont été faites par voie de presse. Des chômeurs se sont présentés qui, voyant ce qui leur était demandé, ont refusé les postes.

Des débrayages de solidarité ont eu lieu dans des autres usines du groupe, notamment à Massy.

Weil (Besançon) : les femmes du 4^e contre les cadences LEVER LES OBSTACLES, ETENDRE LA LUTTE

Dans cette entreprise de confection (fabrication de costumes, blousons, pantalons...), employant 1 500 travailleurs dont beaucoup de femmes, la politique d'austérité, de dégradation des conditions de travail est très largement ressentie par les travailleurs. C'est contre l'augmentation des cadences, contre un chef particulièrement arrogant, cynique que depuis plusieurs semaines les femmes du «4^e» ont multiplié les actions.

Débrayages, délégation massive chez le patron, actions visant à expliquer leur lutte aux autres, appel à la solidarité, font partie des nombreuses initiatives prises par le «4^e». Ces actions ont été largement positives. D'une part parce que, malgré l'intransigeance et la répression du patron, les femmes sont toujours déterminées à gagner et que d'autre part, la manifestation de 400 travailleurs de Weil, la solidarité financière qui se développe dans les autres ateliers montrent l'intérêt des autres travailleurs envers ce mouvement.

Dans ce mouvement, la section CFDT (créée il y a un peu plus d'un an) a joué un rôle important, se mettant résolument du côté des ouvrières en lutte, tout en essayant de débloquer la situation dans les autres ateliers pour aller vers une riposte d'ensemble. Par contre, ce n'est pas l'attitude de la section CGT, hormis quelques militants, qui a fait d'ignorer cette lutte tout en se rattachant au dernier moment à toutes les actions.

Mais si ce mouvement du «4^e» montre la voie à

suivre face au patron, il n'en reste pas moins qu'il subsiste de nombreux obstacles pour qu'il s'étende aux autres ateliers, seule condition du succès.

SURMONTER LES DIVISIONS

Ces difficultés à l'élargissement de la lutte ne signifient nullement que les autres travailleurs estiment que tout va pour le mieux aujourd'hui en ce qui concerne les salaires, les conditions de travail. Bien au contraire, partout dans les ateliers, les travailleurs en ont «ras-le-bol» comme par exemple au «3^e» où de vieilles ouvrières sont révoltées par les conditions de travail, à la «coupe» où les coupeurs ont de plus en plus de mal à suivre l'augmentation des cadences, chez les magasiniers où les salaires sont très bas... Ces difficultés sont dues à la politique de division du patron : dans chaque atelier, les problèmes sont différents pour un même travail, ce sont les divisions créées entre les jeunes et les vieux, les nouveaux et les anciens... Cette politique astucieuse du patron ne vise évidemment

pas à favoriser une riposte commune. Aussi c'est tout un travail d'unification des travailleurs, par l'élaboration de cahiers de revendications, qu'il s'agit pour combattre les conséquences néfastes de ces divisions qui font dire à certains : «On n'a pas les mêmes problèmes qu'au «4^e», alors on ne peut rien faire pour elles !»

Ces difficultés sont également liées à de nombreuses interrogations, questions posées par les travailleurs découlant de la situation politique, du passé : «Lutter oui, mais je suis sceptique quant à la victoire». «De toutes façons, on n'a jamais rien obtenu, il n'y a qu'à regarder la lutte de 1975». «Ça ne servirait à rien de faire quelque chose, même une grève longue, le patron s'en fout». «Je suis d'accord pour faire quelque chose mais à condition d'être sûr que l'on va vers la victoire».

Ces points de vue qui entravent la mise en œuvre de la volonté de lutte des travailleurs de Weil ne doivent pas rester en l'état. Au contraire c'est par le débat, la réflexion, par l'apport d'éléments convaincants permettant de répondre à ces questions, que la riposte pour progressivement s'élargir aux autres ateliers, qu'il sera possible de faire reculer le patron.

Corr. BESAN ON

LES PAYSANS EN COLERE DANS LA LOIRE



Un camion de purin dans la cour de la préfecture de Tulle.

Le 7 avril, à Saint-Lerpi, résidence des préfets de la Loire, des paysans venus de Bourg-Payental et de Saint-Genest-Malifaux dans le Pilat et de la vallée de l'Onde ont manifesté avec en tête deux tracteurs et leurs charrois : deux réservoirs à purin de 2 500 et 3 000 litres.

Une première citerne fut vidée sur le gravier des allées et sur les murs du bâtiment ; après un bref discours pour rappeler les

sujets de mécontentement et leurs revendications, les manifestants ont vidé la deuxième citerne sur le mur bordant la propriété et une bonne partie du purin se répandit de l'autre côté. Quelques pancartes, dont une piquée dans une vasque de fleurs proclamait : «l'odeur du purin = l'humour des paysans», ont été abandonnées sur place. Après quoi, les paysans se rendirent aux abords du magasin à grande surface «Le Rallye» où ils distribuèrent des tracts et expli-

quèrent aux clients que les augmentations des prix agricoles qu'ils revendiquaient ne devaient pas se traduire pour eux par une hausse des produits.

Par ailleurs, sur le marché de Bellevue à Saint-Etienne, des agriculteurs des cantons de Saint-Bonet et de Saint-Jean-Soleymieux, ont procédé à une vente sauvage de berlingots de lait, au prix de 1 F le litre, accompagnés de tracts, ce qui fit le bonheur des ménagères.

23^e congrès du PCF

L'OFFENSIVE DE LA DIRECTION

Lorsque la contestation dans le PCF a commencé à s'exprimer publiquement, après l'échec de la gauche aux législatives, la direction du PCF a juré ses grands dieux qu'il n'y aurait «aucune sanction, aucune exclusion» à l'encontre des militants en désaccord avec la direction. A l'approche du 23^e congrès, la direction a pourtant pris une série de mesures qui ressemblent fortement à des sanctions.

Ce sont pour commencer des mesures organisationnelles qui visent à isoler la contestation là où elle est la plus forte. C'est le sens de la fusion de deux sections à Aix-en-Provence : l'une des sections comprend de nombreux contestataires, parmi lesquels Michel Barak, qui avait servi de «boîte aux lettres» pour l'appel des 300, en juin dernier. Ce contestataire, comme Raymond Jean, quoique membre du bureau de section, n'a pas été convoqué à la réunion qui a décidé la fusion des deux sections. Du fait de cette fusion, les contestataires, qui étaient présents dans l'une de ces sections, vont se trouver noyés dans un ensemble plus vaste.

De la même façon, le secteur Tolbiac, dans le 13^e arrondissement de Paris, s'est fait taper sur les

doigts par le secrétariat d'arrondissement. Le comité de section avait décidé d'envoyer à l'ensemble des militants le compte-rendu de la réunion du comité de section. Le secrétariat d'arrondissement demandait alors à la section de renoncer à ce projet, pour le motif que ce texte détournerait l'attention des militants des textes du parti, c'est-à-dire du projet de résolution de la direction.

DIVISION DE L'OPPOSITION

Cette offensive de la direction s'appuie sur les divisions qui ont commencé à se faire jour chez les opposés du PCF. Outre les contradictions politiques qui existent entre le courant «eurocommuniste de gauche», sur le fond des problèmes, des désaccords sont apparus

entre eux sur l'opportunité de tenir des réunions parallèles au fonctionnement statutaire du PCF. Les «réunions du samedi», qui avaient réuni jusqu'à une centaine d'opposés, sont compromises par la position des tenants du courant althussérien, qui estiment plus opportun de mener le débat au niveau de leur cellule, pour éviter de prêter le flanc aux accusations de fractionnisme de la direction. Dans cette situation de division de la contestation interne, la direction semble décidée à enfoncer le clou, avec ses arguments habituels, qui présentent toute critique comme une attaque contre le PCF en tant que tel, et en appellent, pour résoudre les problèmes, au patriotisme de parti.

Révélatrice à cet égard est la réponse faite dans *France Nouvelle*, organe du comité central, à un certain nombre de critiques de lecteurs. La revue publie plusieurs lettres critiques quant à son «sectarisme», qui tranche par rapport à la période pré-électorale, où la revue se donnait un visage d'«ouverture», d'abord de ques-

tions «nouvelles». Un lecteur écrit par exemple : «Loin d'avancer dans la réflexion sur des problèmes aussi importants que celui des «mouvements sociaux» ou de l'autogestion, France Nouvelle est en retrait. Loin de jouer un rôle de réflexion et d'approfondissement, le journal s'enferme dans le sectarisme». D'autres lettres font état de refus de réabonnements en donnant comme raison un désaccord avec la ligne politique du PCF. Réponse de Léo Lorenzi, après une réfutation de l'accusation de sectarisme : «Ce qui est en question, c'est ce que disent, dans un style dépourvu, rigide, mais avec franchise, les lecteurs de *Ris-Orangis* et de *Metz* : leur désaccord avec la ligne politique suivie par le PCF et, par voie de conséquence, avec ce qu'exprime son hebdomadaire central. Telle est la raison pour laquelle des lecteurs ont renoncé à lire *France Nouvelle*, comme ont renoncé des journalistes qui y travaillaient». Remarquons la manière dont les problèmes sont évacués : on met dans le même sac des critiques partielles et

un désaccord avec la ligne du PCF. Un tel «argument» qui consiste à désigner comme ennemis du PCF ceux de ses militants qui expriment des désaccords avec la direction rappelle curieusement celui habituellement employé lorsqu'il s'agit de procéder à des exclusions.

PCF n'en arrive pas à cette solution extrême, qui serait contradictoire avec les assurances données publiquement par Marchais, elle utilise des méthodes qui y ressemblent fort : la non-remise de carte ou l'«oubli» de convocation à des réunions.

Même si la direction du

François NOLET

● Giscard s'impose

Giscard devait intervenir ce mercredi soir pendant une heure sur Antenne 2, dans le cadre de la nouvelle émission «Une heure avec le président». Ce genre de manière d'encombrer l'écran risque de se reproduire souvent avant les élections européennes, qui auront lieu dans moins de deux mois. Le thème de l'Europe sera probablement au centre de ses interventions. Il s'agit d'aider à confirmer l'avance que les sondages donnent à l'UDF dans les élections européennes, notamment par rapport à ses concurrents de la majorité.

● Mitterrand s'y croit

Dans une interview à *Sud-Ouest*, Mitterrand estime que «les conditions sont réunies» pour une dissolution de l'Assemblée nationale. Le premier secrétaire du PS espère, sur ses vieux jours, que Chirac cassera l'actuelle majorité, et que la gauche pourra enfin se hisser au pouvoir.

Mardi 17 avril, les députés débattaient du projet de loi adopté par le Sénat, projet réglementant «la publicité extérieure et les enseignes». Sous couvert de protection de l'environnement la bourgeoisie cherche à accentuer son contrôle de l'information. Elle parviendra sans doute à faire passer cette mesure qui vient compléter tout un dispositif visant à réprimer la liberté d'expression des révolutionnaires. Peut-être avec la complicité du PS qui avait voté le projet au Sénat.

La nouvelle réglementation vient se substituer à celle d'avril 1943, pas assez sévère aux yeux de certains. Dorénavant les lieux d'affichage seront strictement délimités, et plus grave les bénéficiaires de l'affichage sauvage en dehors des panneaux seront pénalement responsables. Les agents de police municipale pourront constater les infractions, les associations pourront se porter partie civile, les maires auront tout pouvoir de réglementation. En contrepartie les maires des communes devront installer des panneaux «réservés à l'affichage d'opinion et au petit affichage informatif non commercial». L'expression est donc enfermée

dans un cadre strict laissé à la discrétion de la mairie. Sur quoi s'appuie la manœuvre ?

«DEFENSE DE L'ENVIRONNEMENT» ET DEFENSE D'AFFICHER

Pour faire aboutir son projet et l'appliquer efficacement, la bourgeoisie s'appuie sur un tissu d'idées fausses.

En premier lieu la bourgeoisie fait l'amalgame entre toutes les formes d'affichage «non commercial» : affichage publicitaire, informatif ou politique, tout est mis dans le même sac. C'est ce qui permet de faire du projet une arme pour protéger le citoyen de

l'agression publicitaire. «La publicité en liberté surveillée» titre *Le Monde* !

La bourgeoisie, en votant ce projet, se présente en défenseur des murs des propriétaires et d'une certaine esthétique urbaine, s'appuie surtout sur des thèmes écologiques réactionnaires : l'affiche serait une pollution. Un sénateur PS n'hésitait pas à déclarer : «Je tiens à dire que les élus socialistes, soucieux de protéger leurs villes, s'inquiétaient des atteintes portées à l'environnement par l'affichage sauvage» !

PRESERVER LE MONOPOLE DE L'EXPRESSION

Déjà le terrain a été préparé : les panneaux De-caux viennent offrir des emplacements «propres» aux commerçants. Plusieurs maires PS et PCF ont pris des mesures allant dans le sens du projet comme à Villeurbanne pendant les précédentes législatives ou à Reims où la mairie a fait installer quelques panneaux «libre expression». Après la campagne Chirac a fait débiter 3,6 millions pour l'arrachage des affiches. Le gouvernement veut ne faire entendre que les grands partis et limiter au ma-

MENACES SUR LE DROIT D'AFFICHAGE



Un candidat qui ne craint pas la nouvelle réglementation.

ximum tous les moyens qui échappent à son contrôle. Les panneaux de «libre expression», les «zones à affichage restreint», autant de dispositifs de contrôle des lieux d'affichage. Mais le projet de la bourgeoisie va bien au-delà, il s'agit d'étouffer la voix des révolutionnaires : pour se présenter aux élections européennes il faut verser une caution de 300 millions, pour être candidat aux présidentielles il faudra réunir les signatures de

trente parlementaires, demain l'assemblée ne laissera aux associations et aux révolutionnaires que les «zones d'affichage» fixées par les municipalités.

Fin 1977, la section de Rambouillet de la confédération syndicale du cadre de vie, a été en butte aux attaques de la municipalité MRG pour avoir collé hors des panneaux d'affichage ! La section entendait par cet affichage «sauvage»

protester contre l'insuffisance du nombre des panneaux. Un tel exemple, pourtant limité, montre le danger du projet de loi gouvernemental. Cela ne semble pas préoccuper outre mesure le PS qui estime «que l'affiche aujourd'hui n'est plus le seul moyen des partis et associations». En la matière il se contente des services «Avenir publicité».

D. DELORME

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Après le séisme de dimanche en Yougoslavie NOUVELLES SECOUSSES LUNDI

Vingt quatre heures après le séisme qui a secoué la côte du Monténégro dimanche en Yougoslavie, et la zone frontalière de l'Albanie, de nouvelles secousses ont eu lieu, achevant l'effondrement de nombreux bâtiments déjà fortement éprouvés.

Après le séisme de dimanche, on dénombrait plus de deux cents morts en Yougoslavie, et 35 du côté albanais. Des centaines de personnes ont par ailleurs été blessées.

Les nouvelles secousses enregistrées rendent d'autant plus difficile l'acheminement des secours que dimanche de nombreuses voies de communications avaient été sérieusement endommagées; ils sont maintenant acheminés par voie aérienne, ou maritime.

Le maréchal Tito, chef du gouvernement yougoslave, est allé constater les dégâts sur place, il se trouvait à proximité du drame lorsqu'il s'est produit. Les dégâts sont très importants sur plus de 150 kilomètres le long de la côte adriatique, et les environs-mêmes de Dubrovnik sont touchés. Des villages, tel celui de Kotor sont rasés. Les villes de Bar, Budva et Ulcinje sont détruites à 70%. Il y aurait plus de 12 000 sans abris qui devront se contenter de la précarité de tentes montées par les sauveteurs qui affluent de tout le pays. L'eau potable fait cruellement défaut.



Cent trente ouvriers qui participaient à des travaux sur le port de Beja ont échappé de peu, dimanche, à la mort: les quais sur lesquels ils étaient occupés se sont brutalement effondrés dans les flots. Les rescapés font état de vagues immenses qui ressembleraient à un raz-de-marée, à tel point que des bateaux de gros tonnage semblaient être comme des fétus de paille.

De nombreuses propositions d'aide internationale ont été émises auprès des gouvernements des pays sinistrés. L'Albanie les a pour l'instant refusées, estimant qu'elle pouvait affronter seule les difficultés auxquelles elle a à faire face.

Le plus fort séisme depuis 30 ans

Le séisme survenu en Yougoslavie, le plus fort qu'ait connu le pays depuis trente ans (celui de 1963, plus faible, avait cependant fait 1 500 morts), a eu lieu dans une région périodiquement touchée par de telles catastrophes. Le Monténégro est en effet instable, puisque situé dans une zone de failles, sur une zone charnière de plaques tectoniques. Ces plaques immenses, qui couvrent le globe, se superposent ou s'appuient mutuellement les unes contre les autres. Des tensions s'accumulent alors à leurs points de jonction, tensions qui se «libèrent» lorsque l'une de ces plaques cède: c'est alors un tremblement de terre. Ces tensions s'exercent notamment par l'activité incessante du magma qui forme le noyau du globe terrestre. Elles ont toujours lieu sur les lignes de confrontation de ces plaques, et apparaissent à peu près régulièrement. Cependant, les moyens de prévenir les séismes demeurent encore empiriques et peu efficaces.

LE MONOPOLE A LA PREROGATIVE AUSSI SUR LES ECRANS...

Les habitants de la petite ville de Beaucourt, sur le territoire de Belfort, située dans une zone non couverte par les émetteurs de TDF avaient, avec l'assistance d'un installateur télé, créé un système de télévision par câbles pour illuminer leurs petits écrans qui restaient désespérément vides. Les téléspectateurs privés de spectacles avaient fondé une association, établi des statuts officiellement déposés, et avec l'appui de la municipalité réalisaient des émissions télévisées purement locales. L'installateur avait branché les chaînes existantes sur les câbles: de ce fait les habitants, délaissés par TDF disposaient de leur chaîne locale, de la chaîne luxembourgeoise et des chaînes nationales, pour la somme de 750 francs pour le branchement sur le réseau ainsi créé et une cotisation an-

nuelle de 30 francs pour l'entretien de celui-ci. Mais las! TDF décidait de ne pas laisser échapper son monopole, l'office de diffusion nationale a décidé de combler cette zone d'ombre, pour remettre en cause ce précédent et ne pas le laisser se reproduire.

La loi de septembre 1977 prévoit en effet que les réseaux par câbles «franchissant le domaine public» tombent sous le coup du monopole de TDF. Il en coûtera, pour que les abonnés de Beaucourt se passent de leur système, et «s'offrent» celui de TDF qui ne leur apporte aucun avantage, (au contraire puisque cela leur supprime leur émission locale), la somme de 1 900 francs pour le branchement, et un entretien de 50 francs par an. A n'en pas douter, les habitants de Beaucourt vont «voir la différence»...

● Vers une réforme de l'enseignement des langues ?

Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education, a présenté mardi un projet de réforme de l'enseignement des langues vivantes. L'étude d'une deuxième langue serait repoussée de la quatrième à la seconde, tandis que la première serait enseignée sur cinq heures au lieu de trois actuellement. Le contenu serait également modifié pour «faire le lien entre les exigences économiques de l'exportation et l'accomplissement intellectuel des individus».

En bref...En bref...En bref...En bref...En bref...En bref...En bref.

● Des étudiants de Côte d'Ivoire occupent leur ambassade

La tentative du président ivoirien Houphouët-Boigny d'imposer aux étudiants une organisation toute dévouée au régime se heurte à une vive résistance. Répondant par la répression, Houphouët-Boigny a fait emprisonner de nombreux étudiants qui avaient distribué des tracts contre l'interdiction de l'Union nationale des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (UNEELI), et dénonçant la vie chère. Aussi mardi à Paris, c'est pour «protester contre les mesures de répression exercées contre une douzaine de leurs camarades détenus au camp militaire de Daloa» qu'un groupe d'étudiants de l'UNEELI a occupé l'ambassade de Côte d'Ivoire. Les étudiants entendaient aussi exiger «l'arrêt des mesures répressives des autorités françaises à l'encontre des étudiants ivoiriens en France, notamment les contrôles abusifs dans le métro parisien».

● Nouveaux déboires pour JJSS

On sait que parmi les candidats aux élections

européennes proposés par le parti radical, les dirigeants de l'UDF sont peu disposés à accepter le nom de J.J. Servan-Schreiber. Celui-ci tentait mardi d'obtenir un ferme soutien de son parti en réunissant un bureau national extraordinaire. Contre son attente et malgré une lettre de soutien de Françoise Giroud, ses «amis» valaisiens s'y sont refusés. Mis en minorité par son propre parti, JJSS se trouve donc en fort mauvaise posture.

● Le RPR parle d'or à Barre

Fin mars, la Banque de France a déposé 20% de ses réserves en or et en devises au Fonds européen de coopération monétaire, mesure liée à la création de l'ECU la nouvelle monnaie européenne. Le RPR s'en est inquiété par la voix de Couve de Murville. Barre a répondu que ces opérations étaient parfaitement légitimes et n'avaient pas à être soumises à l'approbation du Parlement. La réponse n'a pas satisfait le RPR. Debré et Vivien, président de la commission des finances, ont demandé une rencontre avec le directeur de la Banque de France. La petite bataille va se poursuivre: Barre compte renouveler ses explications devant les députés.

● Les cotisations ouvrières allaient dans l'immobilier: un trou de 85 millions

En avril 1975, les nouveaux administrateurs de la CNRO et CNPO, caisses de retraite et de prévoyance des ouvriers du bâtiment, révélaient une escroquerie de quelques 85 millions de francs effectuée par leurs prédécesseurs et des complices, notamment des directeurs de banque. C'est leur procès qui s'ouvre à Paris devant la 11^e chambre correctionnelle ce mardi, il devrait durer jusqu'au début juin...

Dix prévenus comparaitront à la barre, à savoir: le directeur général des caisses, le PDG et le directeur de la banque BRED, un administrateur de sociétés, le président et le directeur de la banque internationale pour l'Afrique occidentale, un chef-comptable, un directeur de comptabilité, l'attaché administratif des caisses, et deux administrateurs du groupe Breuil. Rien que du beau monde...

Ces messieurs utilisaient les fonds de roulement des caisses, qui comptent quelques deux millions de cotisants, pour se lancer dans des opérations immobilières sous couvert de «bonnes intentions»: «Notre but était de faire du social de grande envergure, mais le social n'est pas rentable. Il faut faire de l'argent». Ainsi s'expliquaient les auteurs de cette fabuleuse escroquerie...

EST-IL DIGNE QUE LES JEUX OLYMPIQUES SE DEROULENT DANS UN PAYS OU L'ON COMPTE AUTANT DE PRISONNIERS POLITIQUES ?

Participer aux Jeux olympiques de Moscou, ou les boycotter ? Elena Sakharov et Vladimir Boukowsky font part de leur point de vue sur cette question dans le journal *Le Monde*. Nous en publions les principaux extraits.

C'est d'abord madame Sakharov qui parle :

« Nous ne voulons dicter aucune attitude, participation ou boycottage, à quiconque (...). Nous souhaitons que les Jeux de Moscou aient lieu, mais il faut pour cela qu'ils puissent être réellement une grande fête de la fraternité et de la jeunesse et qu'il n'y ait donc plus, au moment de leur ouverture, aucun absent dans les foyers de l'Union soviétique et que tous les défenseurs des droits de l'homme aient été libérés des camps, des prisons, et des asiles psychiatriques.

(...) Nous avons écrit, le 26 juin dernier, au président du C.I.O., lord Killanin, pour lui soumettre plusieurs cas de prisonniers politiques. Notre espoir était que le C.I.O. s'efforcerait d'obtenir leur libération avant l'ouverture des Jeux. (...) Depuis notre lettre à lord Killanin, la situation des droits de l'homme s'est incontestablement aggravée dans notre pays.

(...) Est-il digne que les Jeux olympiques se déroulent dans un pays où l'on compte autant de prisonniers politiques ? Quelle que soit sa position, le C.I.O. doit au moins répondre ouvertement à cette question que nous lui avons ouvertement posée, dans l'espoir, je le répète, qu'elle n'ait bientôt plus d'objet.

(...) « Et la simple logique ne devrait-elle pas enfin conduire tous les États qui refusent de laisser jouer les équipes sud-africaines sur leur territoire à refuser aussi de participer aux Jeux de Moscou ? »

(...) Je constate que le C.I.O. a tout de même répondu, puisque l'un de ses porte-parole a déclaré que tout sportif qui se livrerait à Moscou à un geste politique serait immédiatement disqualifié. Ce débat, je voudrais donc continuer à le lancer en parlant d'un petit rien anodin : la mascotte de ces futurs Jeux. Il s'agit d'un oursin portant les anneaux olympiques sur son ventre chaud. Il est déjà dans toutes les vitrines et aucun touriste ne voudra rentrer chez lui sans ramener ce petit animal, pataud, maladroit, certes, mais si attachant ! Eh bien, ce symbole des Jeux de Moscou, ce sont les camps qui en assurent la fabrication.

« Cela devrait suffire à clore le débat, mais continuons. On dit qu'il ne faut pas isoler l'Union soviétique, mais au contraire l'encourager à s'ouvrir pour favoriser son évolution. J'ai moi le sentiment qu'après la vague de procès du début de l'été dernier et la détérioration constante, ces dernières années, de leur image à l'étranger, les autorités soviétiques ont besoin — exactement comme Hitler en 1936, après les premières mesures prises contre les Juifs — de redorer leur blason. Si personne n'agit, elles y arriveront grâce aux Jeux, tout comme Hitler à cette époque où le New York Times titrait en une : « Les touristes américains aiment le III^e Reich » (...).

Vladimir Boukowsky s'exprime ensuite :

— « Pour votre part, vous appelez au boycottage ? »

« Oui, bien que je n'ai aucune illusion sur le résultat, étant donnée l'importance énorme des intérêts en jeu, financiers notamment. Je le fais parce que je suis persuadé que la simple menace du boycottage brandie par certains pays — et peut-être même une très vigoureuse campagne à elle seule — pourraient encore permettre d'arracher des concessions partielles aux autorités soviétiques. Alors ne tardons plus ! »

GRANDE-BRETAGNE : L'ALTERNANCE AU POUVOIR DES TRAVAILLISTES ET DES CONSERVATEURS

Les élections anticipées de 1979 en Grande-Bretagne sont comme celles de 1974 des élections de crise mettant aux prises le parti travailliste et le parti conservateur. En octobre 1974, le parti travailliste avec 39,2 % des suffrages s'était réinstallé au pouvoir en vertu du système de l'alternance (depuis 1945 les travaillistes ont gouverné 6 fois, les conser-

vateurs 4 fois). Ce score étié lui permettait-il de gouverner ? Parti de gauche sensé représenter les travailleurs, quel est son programme ? Est-il différent de son adversaire principal le parti conservateur ? Ces partis bourgeois, sont-ils des partis homogènes ?



James Callaghan Premier ministre et leader travailliste accuse son adversaire conservatrice Margaret Thatcher d'avoir un programme électoral « aussi vide qu'un oeuf de Pâques en carton ».

Le parti travailliste, « Labour Party », dont le leader James Callaghan (« Big Jim ») se veut un homme du peuple, affirme rassembler 6 millions de membres, dont 5,4 millions de syndiqués. 63 fédérations syndicales sont affiliées à ce parti et lui fournissent les trois quarts de son financement. Il ne faut pas oublier que le parti travailliste qui a été créé en 1906 par des socialistes et des syndicalistes se voulait le « porte-parole des syndicats au Parlement ». Son électoral est formé en majorité par des ouvriers syndiqués (il y a 11,5 millions pour 495 fédérations syndicales) et des chômeurs. Beaucoup d'électeurs travaillistes se recrutent dans les régions ouvrières ainsi que dans le Pays de Galles et l'Ecosse.

C'est un électoral principalement masculin. Le comité exécutif du parti travailliste, composé de 28 membres, comprend 12 syndicalistes, mais les dirigeants des syndicats qui restent dispersés et corporatistes sont majoritairement hostiles à la lutte des classes. Les 26 membres du TUC (Trade Union Congress : congrès des syndicats) sont souvent coupés de la base ouvrière. Celle-ci avec ses délégués d'ateliers (« shop stewards ») au nombre de 200 000 pratiquent les grèves sauvages depuis une quinzaine d'années, généralement pour des augmentations de salaires, allant jusqu'à 50 %.

Le parti travailliste qui évoque volontiers la « planification » et la « nationalisation » adopte une politique

de plus en plus réactionnaire, favorisant notamment la concentration capitaliste dès 1967. Sa référence au socialisme, de plus en plus vague, n'est plus dans ses congrès qu'une référence formelle. Callaghan, qui s'est toujours présenté comme le défenseur des syndicats, ne promet-il pas aujourd'hui un impôt sur la fortune, les 35 heures et l'encouragement des coopératives ouvrières ? Il a introduit des lois restrictives sur l'immigration, inspirées de la campagne raciste menée par le conservateur Erroch Powell depuis 1966. Barbara Castle, ministre des Relations sociales et de la Productivité, a élaboré en 1968 un projet de loi destiné à réprimer les grèves sauvages (95 % des grèves). Wilson et Callaghan sont contre le Marché commun quand ils sont dans l'opposition et pour lorsqu'ils sont au pouvoir. Les travaillistes conjointement avec le TUC sont surtout les artisans du « contrat social » de 1975, limitant les revendications sociales des travailleurs, et de toute une politique « d'intérêt national » pas si éloignée de celle du parti conservateur. Les élus travaillistes ont une formation proche de leurs adversaires ; les travailleurs sont maintenant rares dans leurs rangs, cédant la place à des universitaires.

LES CONSERVATEURS POUR UN RETOUR AU « LIBERALISME SAUVAGE »

Considéré auparavant comme le parti « normal »

de gouvernement, le parti Tory revendique 1,4 million de membres ; ses élus autrefois propriétaires fonciers et militaires, sont maintenant très souvent chefs d'entreprises ; il est d'ailleurs financé à 84,4 % par le patronat (pour le reste, par les cotisations). Son électoral, plus bourgeois que celui des travaillistes, est formé principalement de patrons, de gros propriétaires, et de cadres. On note aussi que les non-syndiqués et les femmes y sont nombreux. Géographiquement, cet électoral est surtout concentré en Angleterre même. Grosso-modo, deux tendances s'expriment chez les conservateurs : d'un côté, les technocrates comme Heath qui voudraient que l'Etat joue un plus grand rôle dans le domaine économique, de l'autre ceux qui comme Margaret Thatcher, veulent rétablir le « libéralisme sauvage » en économie, tout en restaurant les valeurs de la vieille Angleterre entre autres (« l'Union nationale ») (à ce point de vue, elle veut renforcer l'Union avec ses amis protestants d'Ulster). Pour y parvenir, cette agrégée de chimie qui prône le « droit à l'inégalité » remet à l'ordre du jour la tentative de législation antiouvrière « Industrial Relation Bill » de 1972, qui visait à renforcer le TUC dans son réformisme et à « discipliner » la classe ouvrière lancée à l'époque dans une série de grèves dures et d'occupations d'usines (grève victorieuse des mineurs). Thatcher qui est une fanatique de « la loi et l'ordre » prétend vaincre

militairement le « terrorisme » en Irlande du Nord, ce qui laisse présager une aggravation de la répression en Ulster, comme la souhaitait le « Monday Club », association d'extrême-droite de ce parti. Sur le plan européen, Thatcher est partisane d'un engagement plus grand de la Grande-Bretagne dans la CEE, tout comme les milieux d'affaires.

Les deux grands partis britanniques sont plus proches que le jeu parlementaire ou la « dramatisation » de la campagne électorale actuelle ne pourrait le laisser croire. Leur pratique au pouvoir est presque identique, tant en ce qui concerne la politique intérieure que la politique extérieure (c'est sous un gouvernement travailliste que l'armée est intervenue en Irlande du Nord). C'est une politique bourgeoise de consensus national, ce que certains appellent le « conservatisme » ; néanmoins il semble qu'aujourd'hui le parti conservateur dirigé par Thatcher, parte en campagne sur un programme encore plus à droite, comportant entre autres ce projet de réforme de la législation syndicale qui avait fait chuter les travaillistes en 1970 et les conservateurs en 1974. En 1969, avant de revenir au pouvoir, les conservateurs restaient « modérés » dans leur langage. Reste à savoir s'ils auront la majorité absolue de l'électorat derrière eux, condition nécessaire à la réalisation de ce programme.

Paddy Mc LAUGHLIN

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 668 J.

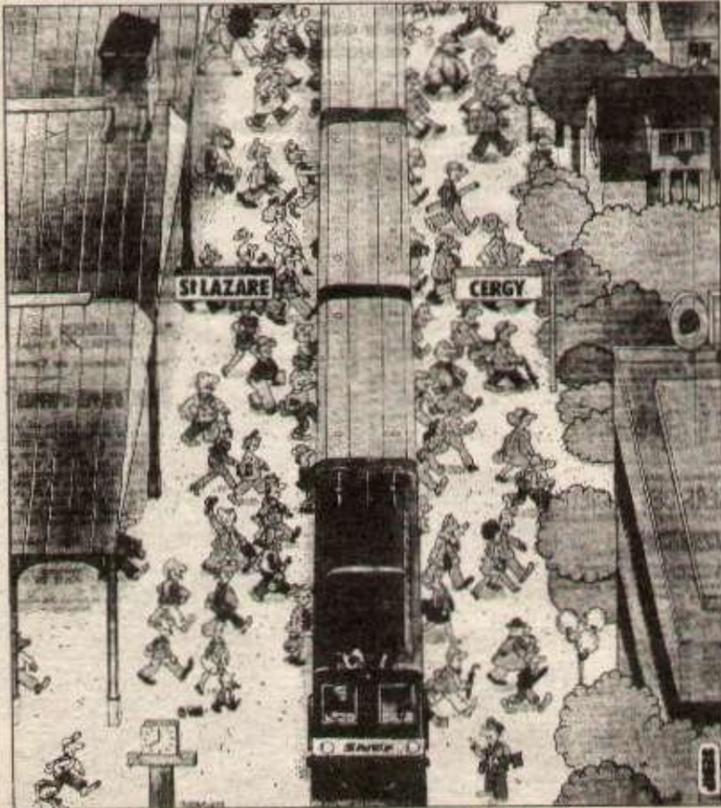
Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois.

Le quotidien
du Peuple

VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

Villes nouvelles en faillite

IL Y A MAINTENANT...



...LA LIGNE ST LAZARE-CERGY.

Avec 10 ans de retard...

Il y a 15 ans, les technocrates de l'urbanisme gaulliste publiaient dans l'euphorie un Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la région parisienne. Il s'agissait de créer 5 villes nouvelles autour de Paris, qui devaient drainer tous les nouveaux habitants et les nou-

veaux emplois de la région, et un vaste centre de bureaux à la Défense pour y entasser tous les emplois tertiaires. Tout ça devait accueillir des millions de nouveaux habitants. Un récent Conseil des Ministres vient de ramener ces ambitions à des proportions plus réalistes.

En effet, le développement de la région parisienne est loin d'avoir atteint les proportions prévues par les technocrates un peu trop optimistes. Quant aux emplois, la tendance est plutôt à en faire disparaître qu'à en créer, comme nous en faisons la cruelle expérience tous les jours. Et déjà, on sait que l'opération la Défense bat sérieusement de l'aile, malgré tous les plans de sauvetage gouvernementaux.

Quant aux villes nouvelles, ceux qui font les frais des aberrations gaulliennes de 1965, ce sont leurs habitants.

Par exemple, la ville nouvelle d'Evry, dans le Sud de Paris, était prévue pour 500 000 habitants : il y en a 20 000 aujourd'hui, 10 ans après sa sortie de terre, et les prévisions les plus optimistes en prévoient tout au plus une centaine de milliers d'ici 15 ans. Le malheur est que tous les équipements ont été prévus pour une ville à une autre échelle : les voiries, le chauffage urbain, le centre ville ont été prévus pour une ville de 500 000 habitants. Première conséquence : plusieurs équipements jugés non rentables par leurs exploitations vont fermer, telle la patinoire du centre. Autre conséquence plus grave : on va faire payer ce sur-équipement aux quelques dizaines de milliers d'habitants de la ville et les impôts locaux vont atteindre des sommes astronomiques.

Autre exemple, celui des transports. Bien entendu, par raison d'économie, l'infrastructure n'a pas suivi le développement, même réduit des villes. C'est ainsi que la première ligne SNCF joignant Paris au centre de la ville nouvelle de Cergy vient tout juste d'être ouverte ; celle d'Evry date du début de l'année. Pendant des années, les premiers habitants ont dû se débrouiller par leurs propres moyens, ou passer des heures en correspondances de toutes sortes.

En toute franchise

«Actuellement, moins de la moitié des établissements d'enseignement du second degré ont été l'objet de travaux tels qu'on puisse considérer qu'ils correspondent aux normes de sécurité en vigueur...

Si l'on considère en outre que la rapidité avec laquelle il a fallu réaliser certaines constructions récentes, pour faire face aux besoins, a parfois entraîné quelques déficiences qualitatives, il est certain que, d'ores et déjà les besoins sont considérables et qu'ils vont rapidement devenir de plus en plus lourds et coûteux.

Pour l'instant, la seule mesure concrète est le crédit de 125 millions de francs inscrit dans le budget contre 100 millions en 1978. Pour aussi appréciable qu'il soit, cet effort n'est pas à la mesure du problème d'ensemble posé.

Les défauts d'entretien entraîneront des dégradations irréversibles qui ne pourront plus faire l'objet de travaux simples mais entraîneront des grosses réparations évidemment plus coûteuses.

Cette franche déclaration n'est pas signée de l'Association des parents des victimes de Pailleron, ou d'une section syndicale d'enseignants. Elle est signée Lucien Neuwirth, député RPR, rapporteur du budget des constructions scolaires. Retenons en que c'est en toute connaissance de cause que les enfants dans des établissements dangereux.

Deux poids, deux mesures

30 milliards d'anciens francs pour le futur siège de la CGT à Montreuil, où seront transférés tous les organismes confédéraux. Un détail du projet ne manque pas de sel. Depuis plusieurs années les travailleurs de l'URSSAF se battent contre le transfert de leur entreprise dans une tour de bureaux, justement à Montreuil (QdP du 5 avril) ; la CGT de la boîte, elle, est favorable au transfert (sans doute parce que ça rapportera des impôts supplémentaires à la municipalité PCF de Montreuil) et ne ménage pas ses efforts pour minimiser les inconvénients des tours de bureaux sur la santé et les conditions de travail des employés. Et bien, le siège de la CGT, à Montreuil, ne sera pas une tour, mais un ensemble de petits immeubles comportant tout au plus 9 étages : la direction de la CGT ne tient pas, elle, à avoir d'ennuis avec ses salariés.

Handicapés

Tous les bâtiments dont le permis de construire a été déposé après le 1^{er} mars 1979 devront obligatoirement comporter des dispositifs permettant l'accès et la circulation des personnes handicapées se déplaçant difficilement ou en fauteuil roulant.

Cette loi est une première victoire des luttes menées depuis plusieurs années par les handicapés. Une première victoire, car rien n'est encore prévu par la loi pour les constructions existantes. C'est dire que pendant de nombreuses années encore, la plupart des immeubles d'habitation, des services administratifs, des cinémas, seront toujours inaccessibles pour les handicapés.

A qui la faute ?

C'est de votre faute ! Combien de locataires, exigeant de leur propriétaire réparation d'une infiltration d'eau ou d'un mur complètement moisi, n'ont-ils pas entendu cette réponse ? Et, selon les cas, on leur reproche d'avoir trop aéré, ou tout aussi bien de ne pas avoir assez aéré leur appartement...

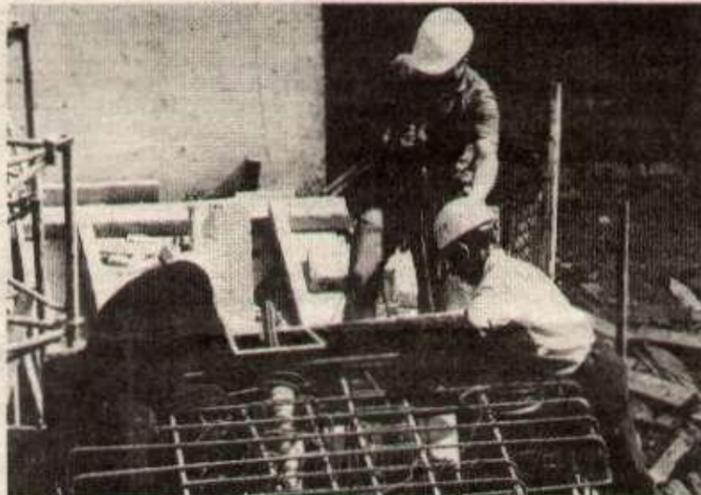
Une récente enquête réalisée par les compagnies d'assurances sur l'origine des sinistres dans le bâtiment oppose un démenti formel à ce mauvais alibi des promoteurs. Selon cette enquête, 38 % des sinistres sont dus à des erreurs de conception au niveau de l'étude des projets ; 43 % à une mauvaise exécution sur le chantier, et cela n'a rien d'étonnant quand on connaît les cadences imposées aux ouvriers du bâtiment. Moins de 6 % seulement des sinistres peuvent être imputés aux utilisateurs.

Logement : de sombres perspectives

Logement : l'heure est au bilan. Les statistiques de l'année 1978 sont maintenant connues et les prévisions pour 1979 se sont précisées. Tout cela n'a rien d'encourageant.

430 000 logements ont été mis en chantier l'année dernière et on en prévoit moins de 400 000 pour cette année ; rappelons qu'il y a quelques années, la production annuelle atteignait 550 000 logements. Conformément aux volontés gouvernementales, les maisons individuelles ont constitué 63 % de ce total : l'objectif officiel de 2 logements individuels sur 3 est presque atteint. Quant au logement aidé, celui qu'on appelle «social», c'est lui qui connaît la plus forte baisse, 10 % : 234 000 logements en 1978 et 210 000 seulement prévus pour 1979. Evidemment, la part du pauvre revient au secteur locatif aidé, le seul accessible aux familles ouvrières les plus démunies : 55 000 seulement sont prévus pour 1979, 2 fois moins qu'il y a 5 ans.

Cette situation aura de graves conséquences pour les travailleurs : de moins en moins de logements neufs pour eux, c'est-à-dire que beaucoup seront contraints à continuer à vivre dans des logements anciens, surpeu-



Bâtiment : 80 000 nouveaux chômeurs en 1978.

plés et sans confort...et encore si la hausse des loyers ne leur en interdit pas l'accès. Graves conséquences également pour les ouvriers du bâtiment : en 1978, ce secteur a connu une baisse d'emploi de 7 % : 80 000 emplois supprimés.

Il ne s'agit encore là que de l'aspect quantitatif, mais une autre perspective pour 1979 est de nature à préoccuper les travailleurs : le montant des loyers HLM débloqués par le nouveau système de financement. Voici

ce qu'en dit Robert Lion, le patron des HLM, bien placé pour savoir ce qu'il nous prépare : «les nouveaux financements nous amènent à des loyers élevés, 1 000, 1 200 et même 1 300 F par mois pour un F4 sans les charges». Et il ne se fait pas trop d'illusions sur l'APL, le volet prétendu social de la réforme du financement du logement, puisqu'il ajoute : «il faut savoir qu'à partir d'un revenu égal à deux fois le SMIC, l'efficacité de l'aide est faible».



IRAN : LES DIVERGENCES S'ACCENTUENT A L'INTERIEUR DU COURANT RELIGIEUX

Mardi de nouvelles manifestations ont eu lieu en faveur de l'Ayatollah Taleghani. Celui-ci, après avoir obtenu la libération de ses deux fils et de sa bru arrêtés arbitrairement par le comité Khomeiny n° 4 de Téhéran, a critiqué sévèrement dans une déclaration rendue publique les atteintes aux libertés qui se multiplient actuellement. D'autre part, la démission du ministre des affaires étrangères Karim Sandjabi a été acceptée par le gouvernement.

Mardi des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Téhéran pour soutenir notamment les protestations de l'Ayatollah Taleghani. La manifestation qui devait se rendre devant les bureaux de Bazargan en a été empêchée par les phalanges qui criaient : «Vive l'Islam ! A bas les communistes !» Plusieurs manifestants ont été blessés, des banderoles déchirées, des portraits de Taleghani confisqués. Des enseignants avaient été menacés de licenciement s'ils participaient à la manifestation.

Face à la gravité de la situation économique que révèle les manifestations de chômeurs et aux protestations soulevées par les exactions des Comités Khomeiny, dont la dernière, l'arrestation des fils de l'Ayatollah Taleghani, membres de l'organisation des «Moudjahidin du Peuple» suscite un large mouvement de protestation, le gouvernement lui-même est divisé. C'est dans ce contexte que Karim Sandjabi, ministre des Affaires étrangères, a de nouveau présenté sa démission, qui cette fois-ci a été acceptée. Ce dernier expliquant son geste dans une conférence de presse, a déclaré que : «Compte-tenu de la paralysie des

affaires, de la responsabilité collective des ministres, je ne peux continuer à exercer mes fonctions». La démission de Karim Sandjabi peut être interprétée comme un signe que le dirigeant du Front National estime le moment venu de prendre ses distances avec Khomeiny comme une certaine frange de son parti le lui demandait depuis quelque temps. De son côté, le Premier ministre Bazargan continue de critiquer les exactions commises par les Comités Khomeiny : «Ce qui s'est passé est un nouvel exemple des initiatives incontrôlées de certains comités ou individus prétendant être les gardes de la révolution», tout en donnant l'illusion que les choses vont changer. Le procureur général de la «révolution islamique» a promis cette fois que les comités Khomeiny ne pourront plus utiliser les mandats d'arrêt et de perquisition en blanc qui leur avaient été remis. Le conseil de la révolution a ouvert une enquête sur l'affaire Taleghani ; le procureur révolutionnaire a déclaré que toute «arrestation serait désormais soumise à une autorisation préalable». Mais toutes ces déclarations qui se veulent rassurantes n'ont pas empêché l'Ayatollah Taleghani, religieux progressiste,



Les comités Khomeiny ne sont pas appréciés par tout le mouvement religieux.

d'élever une vigoureuse protestation, ne voulant pas faire de son cas une affaire personnelle, mais défendant comme il l'a déclaré «la liberté pour tout le peuple iranien», menacée, a-t-il ajouté, par une dictature qui veut en remplacer une autre. Il prescrit toutefois d'éviter toute chose dont les contre-révolutionnaires puissent tirer parti et appelle à la vigilance.

Face aux revendications des chômeurs qui réclament un emploi, des in-

demnités et le droit de se syndiquer, le Premier ministre a demandé à ceux qui travaillent de verser, 1 % de leur salaire à une caisse d'aide au chômage et a promis l'ouverture prochaine d'une campagne de grands travaux. L'indemnité de chômage fixée à 600 F ne serait versée qu'aux chômeurs munis d'un carnet de sécurité sociale, âgés de plus de 26 ans et de moins de 60 ans.

Frank ROUSSEL

● Nicaragua : 300 sandinistes ont tenu tête à 200 gardes nationaux pendant une semaine

Quelques jours après la chute de la ville d'Esteli, tombée samedi sous le contrôle de la Garde nationale, la colère de la population est grande contre les soldats de Somoza qui se sont livrés à de nombreuses atrocités. Des témoignages indiquent que des blessés ont été sortis de leur lit encore inconscients et fusillés par la garde nationale dans la cour de l'hôpital d'Esteli. Un chirurgien de l'hôpital a également été fusillé. L'armée maintient la ville isolée et interdit l'entrée aux journalistes afin de poursuivre les massacres en toute impunité. Un journaliste espagnol, Alfonso Rojo, a été arrêté dimanche soir et accusé de travailler pour le Front sandiniste. Alfonso Rojo a eu pour seul tort d'être présent sur les lieux des combats depuis une semaine et de démentir à plusieurs reprises les allégations du gouvernement de Somoza lorsqu'elles ont annoncé par anticipation la prise d'Esteli ou fait courir le bruit que le commandant Ruben, un des chefs de la guérilla, était mort. Sur les 300 guérilleros du Front sandiniste qui ont tenu tête à la garde nationale pendant une semaine, 200 ont réussi à franchir le triple cordon de l'armée qui encerclait la ville, pour poursuivre la lutte dans la montagne. D'autres insurrections pourraient se déclencher dans les jours qui viennent dans d'autres régions du pays.

Lundi, le jour même du retour du dictateur Somoza venant des Etats-Unis, des guérilleros du Front Sandiniste occupaient Wivil, à 250 km de la capitale Managua et Telica, à moins de cent kilomètres.

Tandis que les milices phalangistes libanaises proclament l'«indépendance» de leurs enclaves

ISRAEL MENACE DE PARTITION LE SUD-LIBAN

Tandis qu'Israël organise une campagne d'intoxication qui prétend que les Palestiniens mettent en place un vaste réseau de commando pour intervenir en Europe, la réalité est qu'Israël appuie les tentatives des milices phalangistes libanaises d'instaurer une «indépendance», à partir de ce mercredi, des

enclaves qu'elles contrôlent au Sud-Liban. Le chef de l'état-major israélien déclarait mardi matin : «Les enclaves chrétiennes constituent d'une certaine manière une zone de sécurité pour Israël».

Dans le même temps, les camps de réfugiés palestiniens au Sud-Liban sont bombardés par l'artillerie israélienne et par celle des milices phalangistes libanaises. Pour la troisième journée consécutive, la ville de Tyr, à 30 kilomètres de la frontière, a été bombardée, de même que Nabatyeh. La ville de Namour, à 30 kilomètres de Beyrouth, a été bombardée deux fois la semaine dernière par l'aviation israélienne.

Pour soutenir leur prétention à «l'indépendance», qui reviendrait de fait à une annexion par Israël, les milices phalangistes libanaises comptent sur un appui logistique des troupes israéliennes, soit 1 500 hommes environ.

Mercredi matin, les troupes régulières libanaises, en passant par le littoral, faisaient route vers le Sud après avoir passé la nuit à Saïda. Elles devaient appuyer les forces de la FINUL (Forces d'intervention des Nations Unies au Liban), répondant en cela à un mandat impératif, fait par le Conseil de sécurité de l'ONU au gouvernement libanais, de restaurer son autorité dans cette région.

Paris : meeting commémoratif pour le 4^e anniversaire de la fondation du Kampuchéa démocratique

Mardi 27 avril, s'est tenu à Paris un meeting commémoratif en mémoire du quatrième anniversaire de la fondation du Kampuchéa Démocratique et de la libération de Phnom-Penh, qui marquait la victoire définitive sur l'impérialisme américain. Organisé à l'initiative du comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France, le meeting était soutenu par diverses organisations françaises, dont le PCML et le PCR, et des organisations étrangères dont le KPD allemand et le mouvement communiste révolutionnaire de Grèce (EKKE) qui prirent la parole. Messages et interventions témoignaient aussi du soutien internationaliste dont jouit la cause du peuple du Kampuchéa qui,

après avoir vaincu l'agression américaine, résiste aujourd'hui à l'agression vietnamienne, soutenue et encouragée par l'URSS.

Dans une salle richement décorée, notamment avec des banderoles portant des mots d'ordre contre l'agression vietnamienne, l'assistance, debout, salua le drapeau et l'hymne du Kampuchéa démocratique et rendit hommage à la mémoire des combattants du Kampuchéa tombés pour la libération de leur pays.

Puis, le président du comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France, devait rappeler la guerre de libération contre l'impérialisme américain, avec les immenses

pertes en vies humaines et en biens matériels que celui-ci avait causé au peuple kampuchéan. Il devait évoquer ensuite les efforts entrepris pour édifier le Kampuchéa indépendant depuis 1975 : comment les problèmes de la faim, du logement, du paludisme avaient été résolus, comment le pays s'était développé en comptant sur ses propres forces, tandis que des rapports sociaux nouveaux étaient instaurés.

Ensuite, soulignant qu'il n'y avait pas eu depuis 1970 jusqu'à aujourd'hui, pour le peuple du Kampuchéa, de paix véritable — «seuls les agresseurs ont changé» — le président du comité des patriotes a fait le point de la

situation actuelle. La vaste campagne kampuchéane reste solidement sous le contrôle du gouvernement du Kampuchéa démocratique, tandis que les Vietnamiens ne contrôlent que certains axes stratégiques. De ce fait, l'économie du Kampuchéa échappe globalement au contrôle de l'occupant ; les institutions elles-mêmes de l'État du Kampuchéa démocratique restent en place, et fonctionnent, échappant au contrôle de l'occupant.

Cette situation liée aux coups sévères que porte aux agresseurs la résistance dirigée par le gouvernement du Kampuchéa démocratique, alors que le Vietnam est isolé sur le plan international, par l'opinion opposée à ses en-

treprises, conduit des dirigeants de Hanoi à l'enlèvement. Toutefois, ceux-ci, encouragés par l'URSS et ses plans de domination mondiale, vont poursuivre leur guerre, menaçant encore plus la paix, la sécurité et la stabilité en Asie du Sud-Est. Aussi le comité des patriotes du Kampuchéa démocratique a appelé au renforcement du soutien à la lutte de son peuple et à agir pour exiger le retrait du Kampuchéa de toutes les forces armées d'occupation.

Le meeting s'est achevé par des chants exprimant la résistance du peuple du Kampuchéa et par la projection du film : «La véritable nature de l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa démocratique».